

Les rendez-vous de l'Inra

Laitop

Élevages laitiers, territoires
de l'Ouest de la France et prairies



Mardi 14 septembre 2011
Résumé des interventions

SPACE 2011
Stand Inra / Agrocampus Ouest - Stand 38, allée B, hall 4



ALIMENTATION
AGRICULTURE
ENVIRONNEMENT

INRA

LAITOP

Élevages laitiers, territoires de l'Ouest de la France et prairies

Laitop est un projet de recherche du programme Pour et Sur le Développement Régional Grand Ouest (PSDR GO)¹. Il a pour ambition de fournir des éléments susceptibles d'aider à maintenir et/ou à renforcer la dynamique du secteur productif laitier dans le Grand Ouest en tenant compte de l'exigence d'un développement durable des territoires.

Pourquoi le projet Laitop au sein du PSDR GO ?

La filière laitière est un acteur économique très important pour le Grand Ouest (50 % de la collecte nationale, 35 000 exploitations et 20 000 emplois dans l'industrie de transformation) mais qui doit faire face à plusieurs défis. Ces défis sont d'ordre économique avec les changements de gouvernance au sein de la filière, une volatilité accrue des prix et un accès plus difficiles aux aides directes ; de nature environnementale avec en particulier la gestion de l'azote et la maîtrise des émissions de gaz à effet de serre mais aussi sociale avec des stratégies d'éleveurs plus flexibles et plus hétérogènes.

Des objectifs à la hauteur des enjeux

Le projet Laitop s'est fixé trois grands objectifs :

- comprendre et anticiper les évolutions des structures et du comportement sociologique des acteurs,
- lever les freins techniques et évaluer l'acceptabilité des solutions pour le développement de systèmes laitiers diversifiés, productifs, faisant une large place aux ressources fourragères locales (l'herbe notamment) et adaptés aux conditions naturelles et structurelles des exploitations (lait/ha, parcellaire, etc.),

- préciser les atouts environnementaux de la prairie en fonction de ses modalités d'utilisation. Laitop intègre la gamme de situations territoriales du Grand Ouest : depuis les zones à forts excédents structurels en azote, en passant par les zones plus herbagères peu chargées, jusqu'aux territoires à orientation de plus en plus céréalière.

Le projet Laitop implique 10 laboratoires et 5 organismes concernés par le développement territorial.



Des recherches structurées selon quatre axes

- L'axe 1 vise à analyser les forces, les faiblesses et les atouts du secteur laitier à l'Ouest tant du point de vue économique que social.
- Les axes 2 et 3 concernent les modalités de conduite des systèmes fourragers et notamment de la prairie et des conduites des troupeaux pour concilier multifonctionnalité de l'élevage, résilience face au risque (climatique particulièrement) et nécessaire compétitivité.
- L'axe 4 vise à accompagner les acteurs dans le changement : définition d'outils de conseil permettant

d'aborder l'ensemble des performances d'un système soit pour réaliser un diagnostic, soit pour simuler des évolutions possibles et d'outils pédagogiques pour la formation des futurs acteurs aux enjeux du développement durable.

Laitop développe trois types d'approches : des enquêtes et suivis de réseaux pour analyser la diversité des stratégies et comprendre les motivations des choix, l'expérimentation pour acquérir des références et lever des limites techniques et la modélisation pour synthétiser l'information et concevoir et évaluer des systèmes innovants.

¹Le programme PSDR GO a pour objectif d'analyser les processus de développement territorial et plus particulièrement le rôle et la place des activités agricoles et agroalimentaires. Il vise à apporter une contribution opérationnelle au développement territorial à travers la fourniture d'outils et de méthodes pour ses acteurs (dans une démarche de co-construction). Il est construit et financé conjointement par l'Inra, le Cemagref et les quatre régions du Grand Ouest (Basse-Normandie, Bretagne, Pays de la Loire et Poitou-Charentes).

Contact

Jean-Louis Peyraud

jean-louis.peyraud@rennes.inra.fr

Coordinateur du projet Laitop

UMR Inra/Agrocampus Ouest «Production du Lait»

Centre Inra de Rennes

© Service communication Inra Rennes - SPACE 2011

Forces et faiblesses du secteur laitier du Grand Ouest

Les producteurs de lait du Grand Ouest, comme ceux de la plupart des autres régions françaises viennent de traverser une conjoncture économique difficile. L'augmentation des coûts de production, la dynamique soutenue des investissements et la faiblesse du prix du lait se sont conjuguées dans le sens d'une diminution significative de leur revenu (principalement en 2009, l'année 2010 ayant été plus conforme à la tendance de long terme).

La suppression des quotas laitiers à l'horizon 2015 suscite de nombreux débats sur la localisation géographique future de l'activité laitière, la vitesse de restructuration des exploitations ou les conditions de la mise en oeuvre de nouvelles relations (contractualisation) entre producteurs et industriels. De même, l'ouverture croissante des marchés internationaux et la modification des conditions de l'intervention publique favorisent une plus forte volatilité des prix, alors que ce secteur était historiquement réputé pour la grande stabilité de ses cours, laquelle était considérée comme propice à l'installation et aux investissements. Dans un contexte où la concurrence intra-communautaire s'exprime avec force (notamment de l'Allemagne), l'hétérogénéité des modèles de production conduit nécessairement à s'interroger sur la compétitivité relative des régions du Grand Ouest de la France par rapport aux autres bassins concurrents européens.

Des atouts à faire valoir sur l'échiquier européen

- Le climat est propice aux productions fourragères, ce qui permet d'obtenir un coût alimentaire plus favorable

que dans de nombreux autres bassins de production européens.

- En dépit d'une pression foncière parfois importante localement, les terres agricoles sont plus abondantes que dans d'autres bassins européens où la densité de population des zones rurales est plus forte ; elles sont aussi moins chères.



- La structure des assolements (présence de céréales) et le faible niveau d'intensification des surfaces fourragères laissent entrevoir la possibilité, du moins dans les zones où la situation environnementale le permet, de produire plus de lait à surface constante (ce n'est pas le cas dans les pays du Nord où le chargement est déjà souvent maximisé).

- La dynamique des investissements ayant été particulièrement soutenue au cours de la précédente décennie, de nombreuses exploitations devraient prochainement connaître une amélioration de leur situation économique en raison de la baisse des coûts inhérents aux emprunts historiquement contractés.

- La densité de la production laitière est forte, ce qui contribue à rendre le coût de collecte du lait compétitif,

à maintenir un encadrement technique solide et à développer des réseaux de relations entre éleveurs (dont le niveau de formation progresse et le savoir-faire technique est concurrentiel).

- La concentration industrielle se poursuit ce qui devrait favoriser l'innovation et la connexion aux marchés internationaux. Les industries bénéficient aussi, au plan intérieur, d'une consommation de produits laitiers par habitant et par an parmi les plus élevées du monde.

Des défis à relever pour rester compétitif

- Compte tenu de l'augmentation des coûts de production (hausse du prix de l'énergie et des céréales, etc.) et en raison d'une moindre productivité (quota laitier moyen par emploi) par rapport aux concurrents des pays du Nord, il semble aujourd'hui nécessaire de conforter le quota laitier des exploitations de taille moyenne, surtout celles déjà efficaces économiquement (selon le critère «EBE / produit»). Ces exploitations sont parfois en mesure de produire plus de lait à coûts fixes constants, mais cela exige, parallèlement, de distendre davantage le lien existant entre quota laitier et foncier. Pour les unités les moins efficaces économiquement, la priorité doit être donnée à la résolution des difficultés techniques (avant une croissance des volumes).

- La suppression des quotas laitiers exige de construire de nouvelles formes de relations entre les producteurs et les industriels, tout en prenant acte de l'existence d'une concurrence intra-communautaire sérieuse. Les fortes tensions qui s'expriment aujourd'hui entre les acteurs de la filière laitière française sont susceptibles de freiner ce processus dans une phase de transition pourtant cruciale.

- Dans un pays où la consommation de produits laitiers a pratiquement atteint son seuil maximal, le défi est de disposer d'entreprises innovantes et/ou bien insérées sur les marchés européens et internationaux, ce pour offrir ensuite aux producteurs de nouvelles opportunités de développement.

Contact

Vincent Chatellier

vincent.chatellier@nantes.inra.fr

Laboratoire d'Études et de Recherches en Economie
Centre Inra de Nantes-Angers

© Service communication Inra Rennes - SPACE 2011

LAITOP

La perception de l'herbe par les éleveurs et les enseignants

Deux enquêtes ont été conduites en 2009-2010 autour de la place de l'herbe dans la production laitière du Grand Ouest. L'une, sociologique, concernait les points de vue des éleveurs laitiers¹; l'autre, pluridisciplinaire, l'offre de formation valorisant l'herbe dans les systèmes laitiers².

Les éleveurs face à l'herbe : une norme commune, des approches diversifiées du métier

Quelque soit la zone d'enquête, l'herbe représente 50 % au moins de la surface fourragère des exploitations. Parmi les éleveurs, une norme commune émerge autour de l'herbe. Exploitée sous forme de pâturage, c'est une ressource peu onéreuse, permettant de réduire le coût de production (pour plus de 2/3 des éleveurs). Par contre, les démarches de conservation de l'herbe sont très peu répandues contrairement au maïs ensilage. Pour près de la moitié des éleveurs, la ressource herbagère sécurise moins bien les besoins du troupeau que le maïs. De fait, seuls 8 éleveurs sur 40 l'utilisent toute l'année comme base de l'alimentation, sous forme fraîche ou conservée. Pour les autres, le «tout herbe» leur paraît un «casse-tête» (coût de revient de la conserve trop élevé, surcroît de travail conditions climatiques peu propices à d'autres types d'exploitation que le pâturage...). En majorité, la conception de la ressource en herbe relève donc plus de la cueillette que de la culture. A l'inverse, l'aspect sécurisant du maïs (associé au tourteau de soja) répond à l'aversion des éleveurs au risque fourrager, d'autant qu'ils évoquent souvent sa facilité de culture. Pour beaucoup d'entre eux, il s'agit de consacrer l'essentiel des efforts, non à la conduite des cultures mais au troupeau.

Au-delà de ces normes, communes ou dominantes, une diversité de logiques herbagères se dégage à partir de trois types de variables : l'importance de l'herbe dans le système fourrager, le degré de réflexion sur ce système et la perception de la pression environnementale.

1/5^{ème} des éleveurs s'estime aller dans le sens de l'évolution, privilégiant déjà l'herbe dans leur système laitier, 1/3 pressent la montée des pressions environnementales et prévoit une orientation plus herbagère ; enfin, plus d'1/3 d'éleveurs exclut de changer de système.



© Inra

Ces dynamiques correspondent à trois idéaux-types culturels ayant leurs propres caractéristiques :

- Un cursus de formation moins purement agricole, des formes sociétaires, des engagements diversifiés (professionnels et extra-professionnels). Ces éleveurs, fortement herbagers ou envisageant plus d'herbe, soulignent la dimension citoyenne de leur métier. Ce type d'éleveur prône le changement. Ils considèrent que le modèle historique est tout ou en partie obsolète.
- Un cursus de formation professionnelle agricole pure,

des structures économiques importantes en société, des engagements collectifs professionnels ou aucun engagement. Ces éleveurs, orientés d'abord en maïs, sont soucieux de simplifier leur travail et de rester économiquement efficaces. Ce type correspond à des comportements ancrés dans le modèle historique laitier de l'Ouest.

- Enfin, des éleveurs en exploitations individuelles, de taille économique plus petite, sans repreneur, sans engagement autre que local. Ce type concerne des éleveurs démobilisés face au changement rejetant des injonctions qui ont peu de sens pour eux.

Pour les deux derniers idéaux-types, il pourrait s'en suivre un véritable déclassé professionnel. Plus qu'une prise de conscience, c'est le rapport au travail et au métier qui est en jeu dans la promotion de l'herbe.

Des enseignants convaincus, oui mais ...

Les enseignants des établissements d'enseignement agricole et des formations initiales diplômantes du Grand Ouest enquêtés paraissent majoritairement convaincus du caractère «durable» des systèmes herbagers (27 réponses sur 37). Cependant, un enseignant sur trois dit manquer de formation et d'outils pédagogiques adaptés pour aborder la notion de durabilité. Ils soulignent également la réticence des élèves à utiliser l'herbe et

à remettre en cause un système établi au regard de la durabilité globale de l'exploitation.

La question de l'herbe soulève donc pour l'avenir un problème à deux dimensions :

- pratique : produire des connaissances opérationnelles répondant à des exigences multifonctionnelles (efficacité économique, conditions de travail, gestion de l'environnement)
- stratégique : diversifier les trajectoires d'accès au métier et promouvoir une réflexion professionnelle concernant son avenir qui soit capable de s'inscrire dans une forme de contrat social entre les producteurs et leur environnement, qu'il soit immédiat ou politique.

Contact

Roger Le Guen

r.leguen@groupe-esa.com

Laboratoire d'études et de recherche en sciences sociales
ESA Angers

© Service communication Inra Rennes - SPACE 2011

¹ Quarante interviews semi directives menées par des étudiants de l'ESA, sous la conduite d'enseignants chercheurs (Roger le Guen et Sébastien Couvreur) sur deux sites où la pression environnementale diffère : 19 à La Lieue de Grève et 21 à Porzay. Même s'ils sont confrontés à la présence d'algues vertes en bord de mer, les éleveurs laitiers du bassin du Porzay subissaient une moindre pression que ceux de La Lieue de Grève.

² Enquête réalisée en 2009- 2010 par une équipe d'enseignants et de chercheurs en production laitière de l'Inra et d'Agrocampus Ouest concernant le ressenti des enseignants sur les formations sur la valorisation de l'herbe dans les systèmes laitiers.

Questionnaire fermé adressé par voie postale à 67 établissements sélectionnés dans les 5 régions de l'Ouest, 37 réponses obtenues en retour.

LAITOP

Quels types de vaches et de systèmes laitiers pour mieux valoriser la prairie ?

Dans le Grand Ouest de la France, les surfaces en prairies représentent environ 45 % de la surface agricole utile. L'importance de ces surfaces est d'abord le reflet de conditions pédoclimatiques favorables à la production d'herbe. Les prairies et leur valorisation par le pâturage présentent de nombreux atouts économiques mais aussi environnementaux et sociétaux qui sont aujourd'hui de mieux en mieux connus et reconnus, au travers, par exemple de la redistribution récente des aides directes. Malgré ces atouts, les surfaces en prairies et la place de l'herbe dans l'alimentation des vaches laitières de l'Ouest ne cessent de diminuer au profit des fourrages conservés dont l'ensilage de maïs. La recherche de la maximisation des performances laitières par vache associée, à un agrandissement morcelé des exploitations, ont orienté les élevages vers des systèmes basés sur les stocks, plus faciles à gérer que ceux basés sur le pâturage mais aussi plus coûteux.

Le nouveau contexte de l'élevage laitier amène à revoir les stratégies. Pour maintenir voire accroître à la fois leur compétitivité et leur durabilité, les systèmes laitiers du Grand Ouest bénéficient d'un atout majeur qui repose sur la meilleure valorisation des prairies. Dans ce contexte, le projet Laitop étudie les conséquences du choix d'un système d'alimentation, associé à un type de vache, sur les performances techniques et économiques des élevages.

Les systèmes laitiers à bas niveau d'intrants sont compatibles avec des vaches à haut potentiel laitier
Avec des vêlages regroupés en fin d'hiver, qui permettent de profiter au mieux de l'herbe de printemps pour produire un lait à moindre coût, les vaches laitières ont montré des capacités d'adaptation aux variations d'apports nutritifs très importantes. Les animaux à fort potentiel laitier restent les animaux ayant les niveaux de production les plus élevés bien que n'exprimant pas complètement leur potentiel.



© Inra

La sélection génétique favorable à la production laitière s'est en fait accompagnée d'une sélection, certes incomplète mais concomitante, sur la capacité des animaux à consommer plus de fourrages.

Toutefois, dans ces systèmes contraints par la saison de vêlage, les vaches de race Holstein sont pénalisées par leurs performances de reproduction dégradées qui obligent à accroître fortement les taux de renouvellement des animaux. Les vaches de races mixtes comme la Normande, sont quant à elles moins réactives aux variations d'apports nutritifs. Elles présentent également

des performances plus équilibrées entre lactation et reproduction. Elles compensent ainsi leur moindre productivité laitière par un lait toujours plus riche et mieux valorisé, une aptitude à se reproduire plus régulière et un produit viande représentant une part significative du revenu.

Au final, l'avantage des systèmes intensifs et spécialisés n'apparaît pas déterminant. A même surface d'exploitation et à même quantité de lait livré en moyenne sur cinq ans, l'EBE (Excédent brut d'exploitation) ne diffère pas entre un système herbager économe avec des vaches Normandes et un système de polyculture élevage plus intensif avec des vaches Holstein et commercialisant des céréales.

La recherche de systèmes économes justifie le choix d'animaux ayant des performances de production et de reproduction plus équilibrées mais sans renoncer à la recherche d'un bon potentiel laitier qui est le garant des réponses efficaces de la production laitière à la complémentation.

Le levier de la complémentation permet alors de bénéficier rapidement et sans investissement des embellies ponctuelles des marchés en produisant plus de lait en périodes favorables tout en adoptant des conduites plus économes en périodes moins favorables. Au final, la plasticité des vaches laitières se révèle importante et ne constitue pas un facteur limitant mais plutôt un atout face aux spécificités des systèmes herbagers.

Herbe et maïs : une association gagnante pour les systèmes laitiers

Mieux valoriser les prairies n'impose pas de n'utiliser que l'herbe pâturée ou conservée dans les systèmes laitiers. La complémentarité entre le maïs et l'herbe est source de stabilité du système et de sérénité pour l'éleveur. Les règles de valorisation de cette complémentarité ont été affinées. Ainsi, en période favorable à la production d'herbe, l'ensilage de maïs doit rester le compagnon alimentaire de l'herbe et non, l'inverse. Par contre, en période de pénurie fourragère liée à un épisode de sécheresse ou lors de mises à l'herbe précoces au printemps, le recours aux fourrages conservés se justifie pleinement.

Les connaissances acquises sur la conduite des vaches laitières et des systèmes herbagers permettent aujourd'hui de faire confiance à l'herbe et aux vaches pour pâturer plus et pâturer mieux. La disparition annoncée des quotas, l'augmentation probable des coûts des intrants (énergie, engrais, concentré), la plus grande volatilité du prix du lait, la prise en compte incontournable des impacts environnementaux constituent autant d'éléments de contexte qui plaident en faveur d'un juste retour à l'herbe.

Contacts

Jean-Louis Peyraud

jean-louis.peyraud@rennes.inra.fr

Luc Delaby

luc.delaby@rennes.inra.fr

UMR Inra/Agrocampus Ouest «Production du Lait»
Centre Inra de Rennes

Yves Gallard

yves.gallard@rennes.inra.fr

Domaine expérimental du Pin
Centre Inra de Rennes

© Service communication Inra Rennes - SPACE 2011

LAITOP

Vers de nouveaux outils pour le conseil en élevage laitier

Dans le cadre du projet Laitop, un axe est consacré au transfert et à la valorisation des travaux. Sur ce volet, les acteurs impliqués ont cherché des moyens d'action pour améliorer le conseil auprès des éleveurs en partant des besoins des conseillers et des éleveurs. Ce travail a été réalisé en co-construction entre les acteurs de la recherche, du développement, de la formation et ceux de terrain à travers l'animation d'un vaste groupe de réflexion. Le résultat des travaux et échanges du groupe a conduit à la rédaction d'un cahier des charges pour le développement d'un outil de simulation technico-économique. Cet outil se veut multi-usages, à la fois à destination des éleveurs en direct, des organismes de conseil et des centres de formation.

L'outil proposé permet de réaliser un diagnostic rapide des résultats technico-économiques de l'élevage laitier (utilisation de la méthode nationale coût de production développée par l'Institut de l'Élevage et les Chambres d'agriculture), et de simuler des changements de pratiques, de systèmes ou de dimensionnement de l'exploitation. Des référentiels sont intégrés à l'outil (résultats économiques par groupe typologique, repères utiles à la construction d'un nouveau système, tarifs et prix actualisés). Ces références « embarquées » permettent à l'utilisateur de travailler plus rapidement pour consacrer moins de temps aux calculs et plus de temps au conseil. Un travail de chiffrage du coût d'investissement et du fonctionnement du logiciel a été réalisé. Trois familles d'organismes (Contrôles laitiers-Chambres d'agriculture

de Bretagne, Pays de la Loire, Normandie et l'Institut de l'Élevage) ont étudié les possibilités de financement d'un tel outil. Ces travaux ont mis en évidence le périmètre trop restreint des 3 régions impliquées. La nécessité d'un élargissement géographique est à l'étude. De plus, il pourrait être opportun de construire un modèle économique associant d'autres familles de partenaires (enseignement,...). Dans ce dernier cas de figure, la faisabilité d'une combinaison de financement public-privé est à étudier (intérêt, aspects juridiques...).



La pertinence de ce projet de transfert de connaissances et la qualité du cahier des charges informatique de l'outil proposé sont soulignées par l'ensemble des partenaires. La principale difficulté est aujourd'hui de rassembler un nombre suffisant de partenaires pour pouvoir amortir l'investissement.

Le travail réalisé dans le cadre du projet Laitop a donc permis de co-construire le cahier des charges d'un outil original. Les partenaires du développement et de la recherche ont accepté de travailler ensemble en confrontant leurs approches et en acceptant de simplifier leurs méthodes pour les rendre utilisables dans le conseil.

Ce nouvel outil d'étude des projets des éleveurs laitiers est particulièrement attendu dans une période de forte turbulence (sortie des quotas laitiers, contrat, volatilité des prix, ressources en main d'oeuvre...).

Contacts

Benoit Rubin

benoit.rubin@inst-elevage.asso.fr

Simon Fourdin

simon.fourdin@inst-elevage.asso.fr

Service actions régionales Ouest
Institut de l'Élevage

Jean-Louis Peyraud

jean-louis.peyraud@rennes.inra.fr

Luc Delaby

luc.delaby@rennes.inra.fr

UMR Inra/Agrocampus Ouest «Production du Lait»
Centre Inra de Rennes

© Service communication Inra Rennes - SPACE 2011